

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	76	4

N° de la séance : 26

Objet de la délibération : Service des
Assemblées - SPL SOPHIA - Désignation des
représentants au Comité permanent
stratégique et de contrôle au conseil
d'administration et à l'assemblée générale

<div><input checked="" type="checkbox"/> Original</div> <div><input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original</div> <div>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</div> <div>Stéphane PINTRE</div>

N° Enregistrement : CC.2020.026

Date de la convocation :

Le 09/07/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **23 JUL. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du **23 JUL. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 17 juillet 2020

L'an deux mil vingt et le 17 juillet à 15h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 et des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Georges VAZIA, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU, HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Tanguy CORNEC à Monique GAGEAN, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Hassan EL JAZOULI à Sophie NASICA

ABSENT :

Christophe ETORE

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

La Société Publique Locale (SPL) Sophia a pour objet la mise en valeur des territoires des collectivités territoriales et groupement de collectivités territoriales, notamment par la mise en œuvre de diverses opérations d'aménagement urbain.

Elle peut ainsi :

- mener toute action d'aménagement et, pour ce faire, procéder à toute acquisition, location, vente, concession d'usage ou mise à disposition des terrains et immeubles réaménagés ou construits par elle ;
- réaliser la construction d'immeubles et équipements publics ;
- exercer toutes activités de gestion déléguée de services industriels et commerciaux, particulièrement s'agissant d'espaces, équipements et activités portuaires ;
- créer et exploiter des parcs immobiliers d'entreprises.

Par délibération n°CC.2012.012 du 19 mars 2012, le Conseil Communautaire a approuvé l'adhésion de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis à la SPL Sophia.

Conformément aux statuts de la SPL, la CASA dispose de 2 représentants pour siéger au Conseil d'Administration, 1 représentant pour siéger à l'Assemblée Générale, et 1 représentant au Comité permanent stratégique et de contrôle.

CONSIDERANT que le mandat des représentants au sein des organismes extérieurs tels que les Sociétés Publiques Locales prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, soit aujourd'hui ;

CONSIDERANT qu'en l'absence de réglementation, il convient d'appliquer le processus général de désignation des organes des collectivités territoriales, en l'espèce, l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le Conseil Communautaire, conformément aux dispositions de l'article R.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, prend acte de la fin des fonctions de :

- Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI en qualité de représentant permanent de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis au sein du Conseil d'Administration, de l'Assemblée générale des actionnaires, du Comité permanent stratégique et de contrôle et de la Commission d'appel d'offres de la SPL SOPHIA et assurant la Présidence et Direction Générale de la Société ;
- Madame Marguerite BLAZY en qualité de représentante de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis au sein du Conseil d'administration.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de désigner les nouveaux représentants de la CASA au sein du Conseil d'Administration, de l'Assemblée Générale et du Comité permanent stratégique et de contrôle de la SPL Sophia, pour le nouveau mandat.

Les candidatures ci-dessous se sont présentées :

CONSEIL D'ADMINISTRATION Sophie NASICA Jean-Pierre MASCARELLI
ASSEMBLEE GENERALE Jean-Pierre MASCARELLI
Comité permanent stratégique et de contrôle Jean-Pierre MASCARELLI

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de prendre acte des statuts de la SPL Sophia ;
- de désigner les membres de la CASA qui siègeront au sein de la SPL Sophia, soit deux représentants au Conseil d'Administration, un représentant à l'Assemblée Générale, et un représentant au Comité permanent stratégique et de contrôle, selon la liste ci-dessus.

Conformément à la loi du 13 août 2004 (Art. 142, I) n°2004-809 relative aux libertés et aux responsabilités locales, le Président propose un vote à main levée.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- de prendre actes des statuts de la SPL Sophia ;
- de désigner les membres de la CASA qui siègeront au sein de la SPL Sophia, soit deux représentants au Conseil d'Administration, un représentant à l'Assemblée Générale, et un représentant au Comité permanent stratégique et de contrôle, selon la liste ci-dessous :

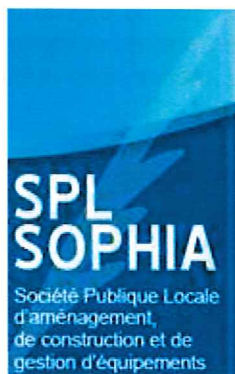
CONSEIL D'ADMINISTRATION Sophie NASICA Jean-Pierre MASCARELLI
ASSEMBLEE GENERALE Jean-Pierre MASCARELLI
Comité permanent stratégique et de contrôle Jean-Pierre MASCARELLI

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 17 juillet 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

SPL SOPHIA (Société d'Aménagement, de construction et de gestion d'équipements SOPHIA)
Société Publique Locale au capital de 230 400 €uros
Immeuble Val Crêtes 399 route des Crêtes - CS 20297 Valbonne
06905 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX



Société d'Aménagement, de Construction Et de Gestion d'équipements

SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SOPHIA

STATUTS

PRÉAMBULE

Le territoire des Communes de Valbonne, Vallauris, Gourdon et Le Rouret offre la possibilité et la nécessité de conduire conjointement un certain nombre d'opérations notamment d'aménagement, susceptibles de bénéficier à ces Communes et ainsi permettre un développement harmonieux et cohérent des potentialités offertes par leur territoire.

La SOVALAC, Société d'Économie Mixte Locale existante, ne permet qu'incomplètement, de par sa nature juridique, la prise en charge des projets actuellement en cours. L'ampleur des actions et investissements projetés ont conduit ses actionnaires publics à en modifier la forme juridique pour la transformer en Société Publique Locale.

Il est ici rappelé que la présente Société résulte de la transformation de la Société d'Économie Mixte SOVALAC. La personnalité morale de la Société, initialement constituée sous forme de SEML est donc maintenue dans le cadre de la transformation en Société Publique Locale.

TITRE PREMIER

FORME, OBJET, DÉNOMINATION, SIEGE, DURÉE

Article 1^{er}

Il est formé entre les collectivités territoriales et groupement de collectivités territoriales ci-après dénommées, propriétaires d'actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une Société publique locale (SPL), issue de la transformation de la Société d'économie mixte SOVALAC.

Cette SPL est régie par les dispositions du Code de Commerce relatives aux Sociétés anonymes, sous réserve de celles de son article L. 225-1, par l'article L. 1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions du titre II du livre 5 de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales et par les présents statuts.

Les collectivités territoriales et leurs groupements seront désignés ci-après par les termes "collectivités territoriales".

La Société historiquement constituée entre la commune de Valbonne, la commune de Vallauris Golfe Juan, la commune du Rouret et la commune de Gourdon avait pour objet la mise en valeur des territoires de ces communes notamment par la mise en œuvre de diverses opérations d'aménagement urbain.

La Société a vu son nombre d'actionnaires augmenter avec l'entrée au capital de la commune de Châteauneuf, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la commune de Roquefort-les-Pins, la commune d'Opio et celle de Biot et celle de Tourrettes-sur-Loup.

D'autres communes et groupements de collectivités se sont rapprochés de la société afin de pouvoir entrer au capital de cette dernière. La présente réforme des statuts de la Société a pour finalité de permettre d'accueillir de nouveaux actionnaires.

OBJET

Article 2

La Société a pour objet, exclusivement pour le compte de ses actionnaires publics et sur leur territoire, la mise en valeur de leurs territoires notamment par la mise en œuvre de diverses opérations d'aménagement urbain.

A ce titre et conformément aux dispositions de l'article L1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que « ces Sociétés sont compétentes pour réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme, des opérations de construction ou pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général. », la Société pourra :

- Mener toutes actions d'aménagement et, pour ce faire, procéder à toute acquisition, location, vente, concession d'usage ou mise à disposition des terrains et immeubles réaménagés ou construits par elle ;
- Réaliser la construction d'immeubles et équipements publics ;
- Exercer toutes activités de gestion déléguée de services industriels et commerciaux, particulièrement s'agissant d'espaces, équipements et activités portuaires ;
- Créer et exploiter des parcs immobiliers d'entreprises.

La Société peut, d'une façon générale, procéder à l'étude et à la mise en œuvre de toute opération d'aménagement, construction ou gestion liée aux actions ci-dessus, ainsi que réaliser ou participer à la réalisation de toute étude ou opération de même nature favorisant directement ou indirectement les missions ci-dessus.

Elle pourra se voir confier les délégations de services publics de gestion rendues nécessaires par son activité.

Plus généralement, elle accomplira toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, dans le respect des lois régissant lesdites opérations.

La Société exercera les activités visées ci-dessus exclusivement pour le compte de ses actionnaires, et sur le territoire des collectivités territoriales actionnaires.

La Société, issue de la transformation de la Société d'économie mixte SOVALAC, n'est partie à aucun contrat qui n'est pas conforme à son objet social à la date de sa création.

DENOMINATION

Article 3

La dénomination sociale de la Société est " **Société d'Aménagement, de construction et de Gestion d'équipements SOPHIA** "

La Société a pour sigle et nom commercial : " **SPL SOPHIA** "

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination devra toujours être précédée ou suivie des mots "Société publique locale" ou des initiales "SPL" et de l'énonciation du montant du capital social.

SIEGE SOCIAL

Article 4

Le siège social est fixé à Immeuble Val Crêtes, 399 route des Crêtes CS 20297 Valbonne 06905 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de la ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire et partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

DURÉE

Article 5

La durée de la Société est fixée à 99 ans à dater de l'immatriculation de celle-ci au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE DEUXIÈME

APPORTS - CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

Article 6

Lors de la constitution il a été fait apport de la somme de 230 400 euros, correspondant à la souscription de la totalité des actions, et représentant les apports en espèce composant le capital social réparti comme suit :

- Commune de Valbonne : 74% du capital social soit 11 administrateurs
- Commune de Vallauris : 16% du capital social soit 2 Administrateurs
- Commune du Rouret : 5% du capital social soit 1 Administrateur
- Commune de Gourdon : 5% du capital social soit 1 Administrateur

Cette somme de 230 400 euros, correspondant à la totalité des actions de numéraire souscrites a été régulièrement déposée sur un compte ouvert au nom de la société en formation.

Par délibération en date du 13 Avril 2012, le Conseil Municipal de la Commune de VALBONNE a approuvé la cession à la Commune de CHATEAUNEUF et à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) de 120 actions chacune.

Cette cession a été approuvée par les organes délibérants des collectivités entrantes.

A la suite desdites cessions, le capital de la Société est ainsi réparti :

Commune de Valbonne : 64 % du capital soit 11 Administrateurs

Commune de Vallauris : 16 % du capital soit 2 Administrateurs

Commune du Rouret : 5 % du capital soit 1 Administrateur

Commune de Gourdon : 5 % du capital soit 1 Administrateur

Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis : 5 % du capital soit 1 Administrateur

Commune de Châteauneuf : 5 % du capital soit 1 administrateur

Afin de pouvoir accueillir la Commune de Roquefort-les-Pins qui s'est déclarée intéressée, le Conseil municipal de la Commune de Valbonne, par délibération n° 7938 du 18 décembre 2012, a approuvé la cession de 120 actions à son profit, soit une participation à hauteur de 11 520 euros (souscription de 120 actions de 96 euros chacune) soit 5% du capital social.

Par délibération n° 2012/66 du 18 décembre 2012, le Conseil municipal de la Commune de Roquefort-les-Pins a décidé de son adhésion à la SPL SOPHIA, approuvé sa participation au capital social, fixé le montant de cette participation à 11 520 euros correspondant à 5% du montant du capital social soit la souscription de 120 actions de 96 euros chacune, a approuvé les statuts de la SPL SOPHIA et désigné un représentant de la Commune pour siéger au Conseil d'Administration, aux Assemblées Générales ainsi qu'au Comité Permanent Stratégique et de Contrôle de la SPL SOPHIA.

La Commune de Roquefort-les-Pins dispose donc d'un Administrateur.

Le Conseil d'administration de la SPL SOPHIA dans sa séance du 4 mars 2013 a donné son agrément à l'entrée de la Commune de Roquefort-les-Pins au capital de la SPL SOPHIA.

Après l'entrée de la Commune de Roquefort-les-Pins au capital de la SPL SOPHIA, il était réparti comme suit :

- Commune de Valbonne : 59% du capital soit 11 administrateurs soit 1416 actions de 96 euros chacune soit 135 936 euros de participation ;
- Commune de Vallauris : 16% du capital soit 2 administrateurs ;

- Commune du Rouret : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Gourdon : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Châteauneuf : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Roquefort-les-Pins : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;

Afin de pouvoir accueillir la Commune d'Opio qui s'est déclarée intéressée, le Conseil municipal de la Commune de Valbonne, par délibération n° 8266 du 26 juin 2014, visée par Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse le 3 juillet 2014, a approuvé la cession de 120 actions à son profit, soit une participation à hauteur de 11 520 euros (souscription de 120 actions de 96 euros chacune) soit 5% du capital social.

Par délibération n° 02 du 27 mai 2014, visée par Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse le 3 juin 2014, le Conseil municipal de la Commune d'Opio a décidé de son adhésion à la SPL SOPHIA, approuvé sa participation au capital social, fixé le montant de cette participation à 11 520 euros correspondant à 5% du montant du capital social soit la souscription de 120 actions de 96 euros chacune, a approuvé les statuts de la SPL SOPHIA et désigné un représentant de la Commune pour siéger au Conseil d'Administration, aux Assemblées Générales ainsi qu'au Comité Permanent Stratégique et de Contrôle de la SPL SOPHIA.

La Commune d'Opio dispose donc d'un Administrateur.

Le Conseil d'administration de la SPL SOPHIA dans sa séance du 4 mars 2013 a donné son agrément à l'entrée de la Commune d'Opio au capital de la SPL SOPHIA.

Le capital social est réparti comme suit :

- Commune de Valbonne : 54% du capital soit 10 administrateurs soit 1296 actions de 96 euros chacune soit 124 416 euros de participation ;
- Commune de Vallauris : 16% du capital soit 2 administrateurs soit 384 actions de 96 euros chacune soit 36 864 euros de participation ;
- Commune du Rouret : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Gourdon : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Châteauneuf : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Roquefort-les-Pins : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune d'Opio : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;

Afin de pouvoir accueillir la Commune de Biot qui s'est déclarée intéressée, le Conseil municipal de la Commune de Vallauris Golfe Juan, par délibération n° DE-1504B-0013 du 15 avril 2015, visée par Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse le 22 avril 2015, a approuvé la cession de 120 actions au profit de la commune de Biot et ne dispose désormais que d'un siège d'administrateur et de 11% du capital social.

Par délibération n°2015/67/5-01 du 24 juin 2015, visée par Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse le 1er juillet 2015, le Conseil municipal de la Commune de Biot a décidé de son adhésion à la SPL SOPHIA, approuvé sa participation au capital social, fixé le montant de cette participation à 11 520 euros correspondant à 5% du montant du capital social soit la souscription de 120 actions de 96 euros chacune, a approuvé les statuts de la SPL SOPHIA et désigné un représentant de la Commune pour siéger au Conseil d'Administration, aux

Statuts approuvés AG constitutive du 30/06/2011 - Modif1 par CA 23/05/2012 et AG 08/06/2012 – Modif2 CA 04/03/2013 et AG 21/03/2013 - Modif3 AG 21/03/2013 – Modif4 CA et AG 24.07.2014 – Version 5 CA 13/04/2015 et AG 06.07.2015 V6 CA 30.11.15 Ass CL actionnaires et AGE 01.02.16 et AGE 13.06.16 – V7 AGE 09.10.2017 – V8 AGE 11.06.2018- **V9 AGE**

10.09.2018

Assemblées Générales ainsi qu'au Comité Permanent Stratégique et de Contrôle de la SPL SOPHIA.

La Commune de Biot dispose donc d'un Administrateur.

Le conseil d'administration de la SPL SOPHIA a agréé l'entrée au capital de la société de la Commune de Biot dans sa séance du 13 avril 2015.

Le capital social est réparti comme suit :

- Commune de Valbonne : 54% du capital soit 9 administrateurs soit 1296 actions de 96 euros chacune soit 124 416 euros de participation ;
- Commune de Vallauris : 11% du capital soit 1 administrateur soit 264 actions de 96 euros chacune soit 25 344 euros de participation ;
- Commune du Rouret : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Gourdon : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Châteauneuf : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Roquefort-les-Pins : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune d'Opio : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Biot : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation.

Par délibération du 27 novembre 2015, le Conseil municipal de la Commune de Tourrettes-sur-Loup a décidé de son adhésion à la SPL SOPHIA, approuvé sa participation au capital social, fixé le montant de cette participation à 11 520 euros correspondant à 5% du montant du capital social soit la souscription de 120 actions de 96 euros chacune, a approuvé les statuts de la SPL SOPHIA et désigné un représentant de la Commune pour siéger au Conseil d'Administration, aux Assemblées Générales ainsi qu'au Comité Permanent Stratégique et de Contrôle de la SPL SOPHIA.

La Commune de Tourrettes-sur-Loup dispose donc d'un Administrateur.

Le Conseil d'Administration de la SPL SOPHIA a agréé l'entrée au capital de la société de la Commune de Tourrettes-sur-Loup dans sa séance du 25 avril 2016.

Le capital social est réparti comme suit :

- Commune de Valbonne : 49% du capital soit 8 administrateurs soit 1176 actions de 96 euros chacune soit 112 896 euros de participation ;
- Commune de Vallauris : 11% du capital soit 1 administrateur soit 264 actions de 96 euros chacune soit 25 344 euros de participation ;
- Commune du Rouret : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Gourdon : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Châteauneuf : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Roquefort-les-Pins : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune d'Opio : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;
- Commune de Biot : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation ;

- Commune de Tourrettes-sur-Loup : 5% du capital soit 1 administrateur soit 120 actions de 96 euros chacune soit 11 520 euros de participation

Par délibération n° 8878 en date du 05 octobre 2017 visée le 18 octobre 2017 par la Préfecture, le Conseil municipal de la commune de Valbonne a cédé à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) 264 actions de la société SPL SOPHIA au prix de 25 344€uros soit à la valeur nominale de 96€uros, cette cession ayant pour conséquence de réduire la participation de la commune de Valbonne au capital social à 912 actions à la valeur nominale de 96€uros soit 87 552€uros de participation représentant 38% du capital de la Société. En conséquence, le Conseil municipal a désigné ses six (6) représentants au Conseil d'administration de la SPL SOPHIA ainsi que son représentant permanent aux assemblées générales et au comité permanent stratégique et de contrôle.

Par délibération n° CC.2017.110 en date du 09 octobre 2017 visée le 11 octobre 2017 par la Préfecture, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) a décidé de l'achat de 264 actions de la société SPL SOPHIA au prix de 25 344€uros soit à la valeur nominale de 96€uros, à la commune de Valbonne, cette acquisition ayant pour conséquence de porter la participation de la CASA au capital social à 384 actions d'une valeur nominale de 96€uros soit 36 864€uros de participation représentant 16% du capital de la société. En conséquence, le Conseil communautaire a désigné ses deux (2) représentants au Conseil d'administration de la société, son représentant permanent aux assemblées générales et au comité permanent stratégique et de contrôle ainsi qu'a présenté la candidature de la CASA à la présidence de la société.

Par résolution du Conseil d'administration du 16 octobre 2017 visée par la Préfecture le 17 octobre 2017, a pris acte de la désignation des représentants de la commune de Valbonne et de la CASA, coopté le représentant permanent de la CASA et nommé la CASA à la Présidence de la Société.

Le capital social de la SPL SOPHIA qui comptait ainsi 10 collectivités et groupement de collectivités actionnaires, égal à 230 400 €uros (2 400 actions de 96€uros chacune) était réparti de manière suivante :

- Commune de Valbonne : 912 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 87 552 euros de participation au capital social et réservant 6 sièges au conseil d'administration (38% du capital social) ;
- Commune de Vallauris : 264 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 25 344 euros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (11% du capital social) ;
- Commune du Rouret : 120 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 11 520 euros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (5% du capital social) ;
- Commune de Gourdon : 120 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 11 520 euros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (5% du capital social) ;
- Commune de Châteauneuf : 120 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 11 520 euros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (5% du capital social) ;
- Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis : 384 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 36 864 euros de participation au capital social et réservant 2 sièges au conseil d'administration (16% du capital social) ;
- Commune de Roquefort-les-Pins : 120 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 11 520 euros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (5% du capital social) ;

- Commune d'Opio : 120 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 11 520 euros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (5% du capital social) ;
- Commune de Biot : 120 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 11 520 euros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (5% du capital social) ;
- Commune de Tournettes-sur-Loup : 120 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 11 520 euros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (5% du capital social).

A La demande du Syndicat intercommunal de Gourdon-Tournettes-sur-Loup et de ses deux communes membres actionnaires de la SPL SOPHIA, le Conseil d'administration a agréé l'entrée au capital du syndicat par délibération du 28 novembre 2016.

Par arrêté en date du 7 avril 2017, au vu de la délibération du comité syndical intercommunal de Gourdon-Tournettes-sur-Loup du 15 décembre 2016 et de l'accord des communes membres du syndicat, Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes a modifié les statuts du syndicat. Il prend désormais la dénomination de Syndicat Intercommunal de Pont du Loup (SIPL) et a pour objet « l'aménagement, la création d'espaces et locaux publics du Hameau du Pont du Loup et de leur gestion, dont la construction d'une école intercommunale (élémentaire-maternelle). ». Le syndicat est institué pour une durée limitée.

Par délibération n°DE-186-0013 en date du 15 juin 2018 visée le 21 juin 2018 par la Préfecture, le Conseil municipal de la commune de Vallauris a cédé au Syndicat intercommunal de Pont du Loup (SIPL) 72 actions de la société SPL SOPHIA au prix de 6 912€uros soit à la valeur nominale de 96€uros, cette cession ayant pour conséquence de réduire la participation de la commune de Vallauris au capital social à 192 actions à la valeur nominale de 96€uros soit 18 432€uros de participation représentant 8% du capital social.

Par délibération n°9035 en date du 28 juin 2018 visée le 6 juillet par la Préfecture, le Conseil municipal de la commune de Valbonne a cédé au Syndicat intercommunal de Pont du Loup (SIPL) 48 actions de la société SPL SOPHIA au prix de 4 608€uros soit à la valeur nominale de 96€uros, cette cession ayant pour conséquence de réduire la participation de la commune de Valbonne au capital social à 864 actions à la valeur nominale de 96€uros soit 82 944€uros de participation représentant 36% du capital social.

Par délibérations en date du 29 juin 2018 visées le 26 juillet par la Préfecture, le Comité syndical du Syndicat intercommunal de Pont du Loup (SIPL) a acquis :

- 72 actions de la société SPL SOPHIA à la commune de Vallauris au prix de 6 912€uros à la valeur nominale de 96€uros, représentant 3% du capital social,
- Et 48 actions de la société SPL SOPHIA à la commune de Valbonne au prix de 4 608€uros soit à la valeur nominale de 96€uros, représentant 2% du capital social.

En conséquence de la détention de 120 actions du capital de la SPL SOPHIA, le Comité syndical du Syndicat Intercommunal de Pont du Loup a désigné son représentant permanent au Conseil d'Administration, aux Assemblées générales et au Comité permanent stratégique et de contrôle de la Société.

Ainsi, le capital social de la SPL SOPHIA qui compte désormais 11 collectivités et groupement de collectivités actionnaires, égal à 230 400 €uros (2 400 actions de 96€uros chacune) est réparti de manière suivante :

- Commune de Valbonne : 864 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 82 944€uros de participation au capital social et réservant 6 sièges au conseil d'administration (36% du capital social) ;

- Commune de Vallauris : 192 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 18 432€uros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (8% du capital social) ;
- Commune du Rouret : 120 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 11 520 euros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (5% du capital social) ;
- Commune de Gourdon : 120 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 11 520 euros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (5% du capital social) ;
- Commune de Châteauneuf : 120 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 11 520 euros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (5% du capital social) ;
- Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis : 384 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 36 864 euros de participation au capital social et réservant 2 sièges au conseil d'administration (16% du capital social) ;
- Commune de Roquefort-les-Pins : 120 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 11 520 euros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (5% du capital social) ;
- Commune d'Opio : 120 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 11 520 euros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (5% du capital social) ;
- Commune de Biot : 120 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 11 520 euros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (5% du capital social) ;
- Commune de Tourrettes-sur-Loup : 120 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 11 520 euros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (5% du capital social) ;
- Syndicat Intercommunal de Pont du Loup : 120 actions d'une valeur nominale de 96 euros soit 11 520 euros de participation au capital social et réservant 1 siège au conseil d'administration (5% du capital social).

CAPITAL

Article 7

Le capital social est fixé à 230 400 euros divisé en 2 400 actions de 96 euros chacune, souscrites en numéraire, détenues exclusivement par des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales.

MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Article 8

Le capital social peut être augmenté ou réduit conformément à la loi, en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve que les actions soient toujours intégralement détenues par des collectivités territoriales.

LIBERATION DES ACTIONS

Article 9

A la constitution de la Société, les actions de numéraire doivent être libérées lors de la souscription de la moitié au moins de leur valeur nominale. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois, sur décision du Conseil d'Administration dans les conditions qu'il fixe et dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la Société.

En cas d'augmentation de capital, les actions de numéraire doivent être libérées lors de la souscription d'un quart au moins de leur valeur nominale. La libération du surplus intervient suivant les modalités précisées ci-dessus dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter du jour où l'augmentation est devenue définitive.

DEFAUT DE LIBERATION

Article 10

L'actionnaire qui n'effectue pas les versements exigibles sur les actions à leur échéance est de plein droit redevable à la Société d'un intérêt au taux de l'intérêt légal calculé au jour le jour, à partir du jour de l'exigibilité et cela sans mise en demeure préalable.

Cette pénalité ne sera applicable que si les actionnaires n'ont pas pris, lors de la première réunion ou session de leur Assemblée suivant l'appel de fonds, une délibération décidant d'effectuer le versement demandé et fixant les moyens financiers destinés à y faire face. L'intérêt de retard sera décompté du dernier jour de cette séance.

En outre, l'actionnaire qui ne s'est pas libéré du montant de ses souscriptions aux époques fixées par le Conseil d'Administration sera soumis aux dispositions de l'article L. 1612-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

FORME DES ACTIONS

Article 11

Les actions sont toutes nominatives et indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Conformément à la législation en vigueur, les actions ne sont pas créées matériellement : la qualité d'actionnaire résulte de l'inscription au compte ouvert au nom de chaque propriétaire d'actions dans les écritures de la Société.

DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Article 12

Les droits et obligations attachés aux actions suivent les titres dans quelque main qu'ils passent.

Chaque action donne droit à une part égale dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices s'il y a lieu et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des Assemblées Générales.

Les créanciers d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des Assemblées Générales.

CESSION DES ACTIONS

Article 13

Les actions ne sont négociables qu'après immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

La cession des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre côté et paraphé appelé "registre des mouvements".

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

Toute cession d'actions au profit d'un nouvel actionnaire, qu'elle ait lieu à titre gratuit ou onéreux, doit, au préalable, être autorisée par décision des organes délibérants des collectivités territoriales ou groupement de collectivités territoriales en plus d'être soumise à l'agrément de la Société dans les conditions prévues par le Code de Commerce et notamment son l'article L. 228-24.

Le Conseil d'Administration se prononce à la majorité des deux tiers des administrateurs présents et représentés sur l'agrément dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande formulée par le cédant et adressée au Président du Conseil d'Administration.

En plus d'être soumise à l'agrément du Conseil d'Administration, toute cession d'action doit être autorisée par décision de l'organe délibérant de la collectivité concernée.

Ces dispositions sont applicables, en cas d'augmentation de capital, à la cession des droits préférentiels de souscription au profit d'un nouvel actionnaire.

TITRE TROISIÈME

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE **COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Article 14

La représentation des actionnaires au Conseil d'Administration de la Société obéit aux règles fixées par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 1524-5 et R. 1524-2 à R. 1524-6 et par celles du Code de Commerce, notamment son article L. 225-17.

Toutes les collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires ont droit au minimum à un représentant au Conseil d'Administration et doivent pour cela détenir un minimum de 120 actions.

Le nombre de sièges d'administrateurs est compris entre 15 et 18.

Le nombre de représentants par collectivité est déterminé conformément aux présentes dispositions :

- de 120 actions à 383 actions : 1 Administrateur
- de 384 actions à 503 actions : 2 Administrateurs
- de 504 actions à 623 actions : 3 Administrateurs
- de 624 actions à 743 actions : 4 Administrateurs
- de 744 actions à 863 actions : 5 Administrateurs

- de 864 actions à 983 actions : 6 Administrateurs
- de 984 actions à 1103 actions : 7 Administrateurs
- de 1104 actions à 1223 actions : 8 Administrateurs
- de 1224 actions à 1343 actions : 9 Administrateurs
- de 1344 actions à 1463 actions : 10 Administrateurs
- de 1464 actions et plus : 11 Administrateurs

Les représentants des collectivités territoriales au Conseil d'Administration sont désignés par l'assemblée délibérante de ces collectivités, parmi ses membres, et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions, conformément à la législation en vigueur.

Conformément à l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales au sein du Conseil d'Administration incombe à ces collectivités ou groupements.

Lorsque ces représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale, cette responsabilité incombe solidairement aux collectivités territoriales ou groupements membres de cette assemblée.

DURÉE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS - LIMITE D'AGE

Article 15

Le mandat des représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales prend fin avec celui de l'assemblée qui les a désignés.

Toutefois, en cas de démission ou de dissolution de l'assemblée délibérante, ou en cas de fin légale du mandat de l'assemblée, le mandat de leurs représentants au Conseil d'Administration est prorogé jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant à la gestion des affaires courantes. En cas de vacance, les assemblées délibérantes pourvoient au remplacement de leurs représentants dans le délai le plus bref. Ces représentants peuvent être relevés de leurs fonctions au Conseil d'Administration par l'assemblée qui les a élus.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 70 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du conseil le nombre d'administrateur ayant dépassé cet âge. Cette limite doit être respectée au moment de la désignation des représentants.

En conséquence, ces personnes ne peuvent être déclarées démissionnaires d'office si, postérieurement à leur nomination, elles dépassent la limite d'âge statutaire.

OBLIGATIONS DES ADMINISTRATEURS

Article 16

Pour chaque siège au Conseil d'Administration, il doit être justifié de la propriété pendant toute la durée du mandat d'au moins 120 actions.

Les représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales ne peuvent en aucun cas être personnellement propriétaires d'actions de la Société.

ROLE ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 17

Le Conseil d'Administration nomme parmi ses membres un Président.

Le Président du Conseil d'Administration est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'Administrateur.

Le Président du Conseil d'Administration doit être une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, agissant par l'intermédiaire de son représentant ; celui-ci doit être autorisé à occuper cette fonction conformément à la réglementation en vigueur.

Le Président organise et dirige les travaux du Conseil d'Administration, dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure notamment que les Administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Président ne peut être âgé de plus de 80 ans au moment de sa désignation. Le fait d'atteindre la limite d'âge en cours de mandat n'entraîne pas la démission d'office.

Le Conseil d'Administration nomme, s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-Présidents, élus pour la durée de leur mandat d'administrateur, dont les fonctions consistent, en l'absence du Président, à présider la séance du conseil ou les assemblées. En l'absence du Président et des vice-Présidents, le Conseil désigne celui des administrateurs présents qui présidera la séance.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'Administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

Le conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Article 18

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation de son Président, ou en son absence du vice-Président, soit au siège social, soit en tout endroit indiqué par la convocation.

Lorsque le Conseil d'Administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins de ses membres peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

En cas de dissociation entre les fonctions de Président et de Directeur Général, le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

Le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées en vertu des deux alinéas précédents.

L'ordre du jour accompagné du dossier de séance est adressé à chaque Administrateur cinq jours au moins avant la réunion.

Tout Administrateur peut donner, même par lettre ou par télécopie, pouvoir à l'un de ses collègues de le représenter à une séance du conseil, mais chaque Administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues.

La présence effective de la moitié au moins des membres du conseil est toutefois nécessaire pour la validité des délibérations.

Sauf dans le cas prévu par la loi et par les statuts, les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque Administrateur disposant d'une voix et

l'Administrateur mandataire d'un de ses collègues de deux voix. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Article 19

En application des dispositions de l'article L 225-35 du Code de Commerce, et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires ainsi que dans la limite de l'objet social, le Conseil d'Administration :

- détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre,
- se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle, par ses délibérations, les affaires la concernant.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Toute décision qui limiterait les pouvoirs du conseil serait inopposable aux tiers.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Le Président ou le Directeur Général de la Société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil d'Administration peut consentir à tout mandataire de son choix toute délégation de ses pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

ROLE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 20

Le Président organise et dirige les travaux de celui-ci. Il en rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Président rend compte, dans un rapport joint au rapport annuel, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Société. Sans préjudice des dispositions de l'article L.225-56 du Code de Commerce, le rapport indique en outre les éventuelles limitations que le Conseil d'Administration apporte aux pouvoirs du Directeur Général.

DIRECTION GÉNÉRALE - DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLÉGUÉS

Article 21

Conformément aux dispositions légales, la direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une personne physique nommée par le Conseil d'Administration choisie parmi les membres du conseil ou en dehors d'eux et portant le titre de Directeur Général. Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'Administration qui doit en informer les actionnaires et les tiers dans les conditions réglementaires.

Il peut, à tout moment, modifier son choix.

La délibération du Conseil d'Administration relative au choix entre les deux modalités d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés.

Le changement de modalités d'exercice de la direction générale n'entraîne pas de modification des statuts.

Dans l'hypothèse où le Président exerce les fonctions de Directeur Général, les dispositions des présents statuts relatives à ce dernier lui sont applicables.

Lorsque le Conseil d'Administration choisit la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général, il procède à la nomination du Directeur Général, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, ses limitations de pouvoirs.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Sa révocation peut donner lieu à des dommages et intérêts si elle est intervenue sans juste motif, sauf si le Directeur Général assume les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. Toutes décisions du Conseil d'Administration limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer la preuve.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général ne doit pas être âgé de plus de 80 ans. S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office, à moins qu'il ne soit le représentant d'une collectivité territoriale assurant la fonction de Président Directeur Général. Dans ce cas, la limite d'âge doit être appréciée en début de mandat et le fait de l'atteindre en cours de mandat n'entraîne pas la démission d'office.

Sur proposition du Directeur Général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'Administration ou par une autre personne, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs autres personnes physiques dont le nombre ne peut excéder cinq, chargées d'assister le Directeur Général avec le titre de Directeur Général délégué. Le ou les Directeurs Généraux délégués peuvent être choisis parmi les membres du conseil ou en dehors d'eux.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux délégués, ainsi que leur rémunération.

Envers les tiers, le ou les Directeurs Généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général. Ils sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration, sur proposition du Directeur Général.

En cas de cessation de fonctions ou d'empêchement du Directeur Général, les Directeurs Généraux délégués conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur Général, sauf décision contraire du Conseil d'Administration.

Les représentants des collectivités territoriales ne peuvent, sans y être autorisés par une délibération expresse de l'Assemblée qui les a désignés, accepter de fonctions dans la Société telles que celles de Président du Conseil d'Administration, ou de Président et Directeur Général. Ils ne peuvent, de la même manière, percevoir une rémunération ou bénéficier d'avantages particuliers qu'à la condition d'y avoir été autorisés par une délibération expresse de l'Assemblée qui les a désignés. Cette délibération fixe le montant maximum des rémunérations ou avantages susceptibles d'être perçus et indique la nature des fonctions qui les justifient.

PERSONNEL

Article 22

L'emploi de Directeur Général et un emploi de Directeur peuvent être confiés à des fonctionnaires d'État ou des Collectivités Territoriales détachés par leur administration, conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives à la fonction publique.

SIGNATURES

Article 23

Tous les actes qui engagent la Société, ceux autorisés par le Conseil, les mandats, retraits de fonds, souscriptions, endos ou acquits d'effets de commerce ainsi que les demandes d'ouverture de comptes bancaires ou de chèques postaux sont valablement signés par le Directeur Général, ou par le ou les Directeurs Généraux délégués à moins d'une délégation spéciale donnée à un ou plusieurs mandataires spéciaux.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Article 24

A condition d'y être autorisés par une délibération expresse de l'Assemblée qui les a désignés, les représentants des collectivités peuvent percevoir une rémunération ou bénéficier d'avantages particuliers. La délibération susvisée fixe le montant maximum des rémunérations ou avantages susceptibles d'être perçus et indique la nature des fonctions qui les justifient.

La rémunération peut revêtir la forme de jetons de présence, qui sont alloués par l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration répartissant ensuite librement cette rémunération entre ses membres.

La rémunération du représentant de la collectivité ou du groupement de collectivités assurant les fonctions de Président est fixée par le Conseil d'Administration, comme celle du Directeur Général et du (ou des) Directeur(s) Général (généraux) délégué(s).

TITRE QUATRIÈME

CONTRÔLE – INFORMATION

COMMISSAIRES AUX COMPTES : NOMINATION, DURÉE DE MANDAT

Article 25

L'Assemblée Générale Ordinaire désigne, dans les conditions prévues aux articles L. 823-1 et suivants du Code de Commerce, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, chargés de remplir la mission qui leur est confiée par la loi.

Les Commissaires sont désignés pour six exercices. Ils sont toujours renouvelables.

INFORMATION ET CONTRÔLE DU REPRÉSENTANT DE L'ÉTAT

Article 26

Les délibérations du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales sont communiquées dans les quinze jours suivant leur adoption au représentant de l'État dans le département du siège social de la Société.

Il en est de même des contrats visés aux articles L. 1523-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que des comptes annuels et des rapports du Commissaire aux comptes.

La saisine de la Chambre Régionale des Comptes par le Préfet, dans les conditions prévues, les articles L. 1524-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L. 235-1 du Code des Juridictions Financières entraîne une seconde lecture de la délibération contestée par le Conseil d'Administration ou par l'Assemblée Générale.

DÉLÉGUÉ SPÉCIAL

Article 27

La collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales qui aura accordé sa garantie aux emprunts contractés par la Société aura droit, à condition de ne pas être actionnaire directement représenté au Conseil d'Administration, d'être représentée auprès de la Société par un délégué spécial désigné en son sein par l'assemblée délibérante de cette collectivité.

Le délégué spécial est entendu, sur sa demande, par tous les organes de direction de la Société, procède à la vérification des documents comptables et rend compte de son mandat dans les conditions déterminées par l'article L. 1524-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ses observations sont consignées au procès-verbal des réunions du Conseil d'Administration.

CENSEURS

Article 28

L'Assemblée Générale Ordinaire peut nommer à la majorité des voix, pour une durée renouvelable de trois ans, un ou plusieurs censeurs choisis en dehors des membres du Conseil d'Administration.

Les censeurs assistent avec voix consultative aux séances du Conseil d'Administration. Ils ne peuvent participer au décompte des voix et n'ont pas de voix délibérative. Ils ne sont pas rémunérés.

CONTRÔLE DES COLLECTIVITÉS ACTIONNAIRES

Article 29

Les collectivités et leurs groupements de collectivités actionnaires, représentés au Conseil d'Administration, doivent exercer sur la Société un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services, y compris dans le cadre d'un pluri-contrôle, afin que les conventions qu'elles seront amenées à conclure avec la Société soient considérées comme des prestations intégrées (contrats "in house"). Ce contrôle analogue relève des élus, les représentants des collectivités et leurs groupements de collectivités actionnaires étant nécessairement des membres de l'assemblée délibérante de ces dernières et désignées par elles.

A cet effet, des dispositions spécifiques doivent être mises en place.

Elles consistent en des contrôles réels, effectifs et permanents, spécifiques sur trois niveaux de fonctionnement de la Société :

- orientations stratégiques,
- vie sociale,
- activité opérationnelle.

Le contrôle exercé sur la Société est fondé d'une part sur la détermination des orientations de l'activité de la Société et d'autre part sur l'accord préalable qui sera donné aux actions que la Société proposera.

A cet effet et en complément des dispositions légales et statutaires portant sur la représentation des collectivités territoriales et le contrôle qu'elles exercent sur la société, des dispositions spécifiques sont définies dans un règlement intérieur pour permettre à chaque actionnaire, y compris dans le cadre d'un pluri contrôle, d'être associé aux objectifs stratégiques et aux décisions importantes de la Société.

Aucun contrat ne pourra être conclu par la SPL sans l'accord écrit de la collectivité actionnaire membre du Conseil d'Administration, en sus de la signature du Directeur Général.

En outre, toutes les opérations et actions entreprises par la Société devront être conformes avec les orientations stratégiques définies par les collectivités territoriales actionnaires.

La Société Publique Locale poursuivra uniquement les intérêts de ses membres et exercera ses activités exclusivement pour leur compte et sur leur territoire.

Dès leur première réunion, les instances délibérantes de la Société devront mettre en place un système de contrôle et de compte-rendu permettant aux collectivités actionnaires entrant dans le cadre défini au premier alinéa d'atteindre ces objectifs.

Ces dispositions devront être maintenues dans leurs principes pendant toute la durée de la Société.

TITRE CINQUIÈME

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Article 30

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.

Elle se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent sous réserve que ces actions soient libérées des versements exigibles.

Les titulaires d'actions peuvent assister aux Assemblées Générales sans formalités préalables. Les actionnaires sont représentés aux Assemblées Générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions prévues par la loi, par lettre recommandée, adressée à chacun des actionnaires.

PRÉSIDENTE DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Article 31

Sauf dans le cas où la loi en dispose autrement, l'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration. En son absence, elle est présidée par le Vice-Président ou un administrateur désigné par le Conseil. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

RÉUNION DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Article 32

Tout intéressé en cas d'urgence et un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins 10 % du capital peuvent demander la convocation de l'Assemblée Générale et, à défaut par le Conseil d'Administration d'y consentir, charger à leurs frais l'un d'entre eux de demander au Président du

Tribunal de Commerce statuant en référé la désignation d'un mandataire chargé de cette convocation.

QUORUM ET MAJORITÉ A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Article 33

L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement que si elle est composée d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social.

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'Assemblée est convoquée de nouveau. Dans cette seconde réunion, les délibérations sont valables quel que soit le nombre des actions représentées.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

QUORUM ET MAJORITÉ A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Article 34

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins sur première convocation le tiers et sur deuxième convocation le quart des actions ayant le droit de vote.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

TITRE SIXIÈME

INVENTAIRE, BÉNÉFICES, RÉSERVES, EXERCICE SOCIAL

Article 35

L'exercice social couvre douze mois, il commence le 1er Janvier.

Le 1^{er} exercice de la SPL comporte deux parties, la première exercée sous la forme SEM jusqu'à la date de transformation de la société, la deuxième exercée sous la forme SPL.

COMPTES SOCIAUX

Article 36

Les comptes de la Société sont ouverts conformément au plan comptable général ou au plan comptable particulier correspondant à l'activité de la Société lorsqu'un tel plan a été établi et approuvé.

Les documents établis annuellement comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

BÉNÉFICES

Article 37

Après dotation à la réserve légale suivant les dispositions de l'article L.232-10 du Code de Commerce, il peut en outre être prélevé sur les bénéfices, par décision de l'Assemblée Générale, la somme nécessaire pour servir un intérêt net qui ne peut excéder 6 % à titre de dividende statutaire sur le montant libéré et non amorti des actions.

L'excédent sera affecté, suivant les décisions de l'Assemblée Générale, à la constitution de réserves destinées notamment à permettre le financement d'opérations d'intérêt général entrant dans le cadre de l'objet social.

TITRE SEPTIÈME

DISSOLUTION

Article 38

Après dissolution de la Société, il ne peut être apposé de scellés ni exigé d'autres inventaires que ceux faits en conformité des statuts.

LIQUIDATION

Article 39

La SPL ne pourra être dissoute à l'amiable ou à la suite de la survenance de son terme sans que ne soient totalement exécutés les contrats en cours.

Le ou les liquidateurs auront la charge de veiller à l'exécution complète de ces contrats.

TITRE HUITIÈME

CONTESTATIONS

Article 40

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la Société ou au cours de la liquidation, soit entre les actionnaires eux-mêmes, soit entre les actionnaires et la Société au sujet des affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du Tribunal du siège de la Société.

Statuts adoptés par l'Assemblée Générale mixte du 10 septembre 2018

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 17/07/2020
Numéro : CC_2020_026A
Nature : DE - Deliberations
Objet : SPL SOPHIA - Désignation des représentants au Comité permanent stratégique et de contrôle au conseil d'administration et à l'assemblée générale
Matière : 5.3 - Designation de representants
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : XVzYZwH

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 23/07/2020
Identifiant : 006-240600585-20200717-CC_2020_026A-DE

Acte reçu

Date : 17/07/2020
Numéro interne : CC_2020_026A
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 3
Objet : SPL SOPHIA - Désignation des représentants au Comité permanent stratégique et de contrôle au conseil d'administration et à l'assemblée générale
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20200717-CC_2020_026A-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20200717-CC_2020_026A-DE-1-1_2.PDF

N

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 17/07/2020
Numéro : CC_2020_026B
Nature : DE - Deliberations
Objet : SPL SOPHIA - Désignation des représentants au Comité permanent stratégique et de contrôle au conseil d'administration et à l'assemblée générale
Matière : 5.3 - Designation de representants
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : nvuTDVW

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 23/07/2020
Identifiant : 006-240600585-20200717-CC_2020_026B-DE

Acte reçu

Date : 17/07/2020
Numéro interne : CC_2020_026B
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 3
Objet : SPL SOPHIA - Désignation des représentants au Comité permanent stratégique et de contrôle au conseil d'administration et à l'assemblée générale
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20200717-CC_2020_026B-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N